



Déclaration liminaire CAPL n°3 **du 5 décembre 2017**

La CAPL de ce jour est convoquée dans le cadre du mouvement exceptionnel du 1^{er} janvier 2018 et du mouvement complémentaire du 1^{er} mars 2018. Elle a pour but d'entériner une déclinaison locale de l'adaptation des structures au réseau : la fermeture de la trésorerie de Mormoiron au 1^{er} janvier 2018 qui aggrave encore la situation du maillage territorial dans le département de Vaucluse après les fermetures des trésoreries de Gordes, Cadenet et Pernes.

Nos services et nos missions sont de plus en plus mis à mal pour preuve la pétition : stop au recul complet et total de nos droits et garanties, signée par une large majorité des agents du Vaucluse, et remise au président du CTL le 28 novembre 2017.

La DGFIP continue sa politique destructrice et poursuit les suppressions avec 7 cadres C et 4 cadres B dans le Vaucluse pour l'année prochaine au nom de cette chère austérité !

Nous ne pouvons que constater ce que nous avions prévu : la politique d'austérité se poursuit avec acharnement dans notre administration. En droite ligne, notre directeur général continue de s'attaquer en profondeur au système régissant les mutations et les affectations par la remise en cause des droits et garanties des agents A, B ou C. Il s'est permis de spolier les représentants des personnels de leurs prérogatives en publiant les nouvelles règles de mutations sur Ulysse, alors même que le groupe de travail sur ce sujet ne s'était pas encore tenu. La CGT Finances publiques s'oppose fermement à ces régressions qui une fois de plus, ne prennent pas en considération les agents mais bien les préoccupations budgétaires de notre gouvernement.

Les élues de la CGT Finances Publiques de Vaucluse ne participeront pas à la discussion et au vote sur le mouvement exceptionnel, car il n'est pas question pour nous de cautionner les restructurations et les fermetures de sites dans le département. La fermeture du centre des finances publiques de Mormoiron ne fera que des perdants.

Par ailleurs, nous voterons contre ce dernier mouvement complémentaire qui ne répond aucunement aux besoins de notre réseau. Que dire de ce mouvement qui une fois effectué laissera encore vacants 15 postes de catégorie C malgré les affectations de cinq stagiaires en novembre 2017 et une arrivée extérieure au 1^{er} mars 2018 ?

La CGT Finances publiques de Vaucluse revendique toujours et encore l'abandon de la démarche stratégique et de l'adaptation des structures au réseau pour un maillage territorial qui correspondent aux besoins du public.

Nous exigeons donc l'arrêt des suppressions d'emplois et des restrictions budgétaires pour continuer à effectuer l'ensemble de nos missions de manière totalement satisfaisante.